

MEMORY « ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE »

Guide d'utilisation

Objectifs :

- Découvrir 5 partenaires du CCFD-Terre Solidaire qui mettent en œuvre une caractéristique de l'Économie Sociale et Solidaire et les situer dans le monde (Togo, Guinée Indonésie, Haïti)
- Sensibiliser les enfants aux difficultés rencontrées par des paysans qui cultivent des produits que nous consommons.
- Découvrir leur action, soutenue par le CCFD-Terre Solidaire, pour pouvoir mieux produire, mieux vivre.

But de l'activité :

- Trouver deux cartes qui montrent le même produit.

Public : de 8 ans à 12 ans

Nombre d'enfants : 12 maximum

Durée : 30 mn

Matériel en prêt :

- Les 10 cartes du Memory
- La carte Peters non inversée
- Le guide d'utilisation dont 5 Fiches présentant les partenaires extraites du site Internet du CCFD-Terre Solidaire <http://ccfd-terresolidaire.org/projets/>

Matériel à prévoir :

- Table pour poser les cartes devant les joueurs.

Déroulement de la séance :

Les 12 cartes sont retournées sur la table devant les joueurs.

Chaque joueur retourne deux cartes, les visualise et essaye de mémoriser leur emplacement puis les retourne à nouveau.

S'il retourne deux cartes qui montrent le même produit, il les garde et lit au groupe les informations le concernant. Le groupe s'exprime pour dire ce que l'association partenaire du CCFD-Terre Solidaire a permis.

Faire situer le pays sur la carte. Si le temps le permet, on peut jouer plusieurs fois pour permettre aux enfants de mémoriser les situations évoquées avec les différents produits.

Togo : naissance et développement d'un mouvement paysan

La poignée de jeunes paysans soutenus dans les années 2000 par le CCFD-Terre Solidaire forment aujourd'hui un grand mouvement à même d'aider les petits producteurs à s'organiser, à se former et à dialoguer avec les institutions togolaises.

L'agriculture est l'un des secteurs les plus importants de l'économie et de l'emploi au Togo. Pourtant l'agriculture n'a longtemps représenté que 2 à 3% du budget de l'Etat et ne bénéficiait pas d'un programme d'appui à la petite paysannerie.

« Après avoir soutenu pendant plusieurs années tout un ensemble d'ONG travaillant dans le domaine agricole, le CCFD-Terre Solidaire a écouté les demandes des petits paysans qui voulaient être davantage acteurs. Nous avons fait le pari de les soutenir, alors qu'ils n'étaient encore qu'un mouvement informel et embryonnaire », raconte Bruno Angsthem, chargé de mission pour le Togo.

Dès 2002, le CCFD-Terre Solidaire commence à soutenir directement de jeunes leaders paysans de tout le pays. Le Mouvement pour une alliance paysanne du Togo (MAPTO) est créé en 2004 et va porter la volonté des petits producteurs d'être reconnus comme des acteurs du développement de leur pays. C'est la première fois qu'un tel mouvement se construit au Togo.

Pour réaliser leurs projets, le CCFD-Terre Solidaire leur donne peu à peu les mêmes types de moyens que ceux habituellement apportés à des organisations « officielles » : un budget de fonctionnement pour le Comité de pilotage, le recrutement par les paysans d'un coordinateur à leur service (une révolution !), un fonds « projets » décaissable de leur propre initiative sans accord préalable du CCFD-Terre Solidaire...

70 coopératives créées

Avec cette aide, MAPTO développe des filières pour le maïs, le riz, le maraîchage qui répondent à plusieurs défis : l'augmentation du revenu des petits paysans, leur représentation syndicale et la sécurité alimentaire.

Parti de quelques dizaines de petits paysans, le Mouvement pour une agriculture paysanne au Togo (MAPTO) comptait 4675 membres en 2005. Il en compte environ 20 000 à ce jour. La vie démocratique de MAPTO fonctionne bien : les élections statutaires se tiennent annuellement et les mandats sont renouvelés.

MAPTO a ainsi favorisé une réelle structuration du milieu agricole : 70 coopératives ont été créées. La production a doublé, l'impact sur les prix a été positif et les revenus annuels des producteurs ont progressé. Le Mouvement est désormais reconnu par le gouvernement. En 2008, lors de la crise alimentaire, MAPTO a mené une action de plaidoyer pour que le gouvernement envoie un signe politique en faveur de la hausse du prix des céréales.

Depuis deux ans, le gouvernement a fait du soutien à la petite paysannerie une priorité.

« Le bol MAPTO »

MAPTO s'est aussi fait connaître en luttant contre la triche des mesures dans les marchés, où les commerçantes abusaient les villageoises avec des mesures trafiquées. MAPTO a distribué des bols, maintenant connus sous le nom de bols MAPTO, qui permettent d'avoir des mesures fiables de 2.5kg. La différence est telle que cela a permis à certaines familles de pouvoir scolariser leurs enfants.

Le tournant de l'agroécologie

Le nouvel axe de travail choisi par les paysans de MAPTO est de se former à l'agroécologie, qui vise à la fois à optimiser et préserver les milieux naturels et à mieux s'intégrer dans l'économie en renforçant les liens avec les communautés. Cette évolution correspond à des aspirations profondes des paysans qui se sentent dépendants des engrais distribués par l'Etat et recherchent des alternatives. Grâce au partenariat avec le CCFD-Terre Solidaire, ils ont voyagé en France et en Afrique, visité et découvert de nouveaux modes de production qu'ils veulent appliquer à leur tour. *« On en revient aux fondamentaux de la question rurale : il ne s'agit pas seulement de soutenir les producteurs, mais aussi les interactions avec les communautés et les organisations de base »,* explique Bruno Angsthem.

Aujourd'hui, on peut dire que le partenariat avec MAPTO représente l'une des très belles aventures du CCFD-Terre Solidaire.

Indonésie, défendre la culture du peuple Dayak, pilier de sa survie

Immenses plantations de palmiers à huile, exploitations minières, industrie du bois : les Dayaks, peuple de Kalimantan, sont gravement menacés par la destruction des forêts, consubstantielles à leur existence. « **Sans la forêt, pas de Dayaks ; sans les Dayaks, pas de forêt.** » Ce slogan concentre l'essence de la lutte de survie que mène ce peuple indonésien. Il parle de la forêt comme d'une entité spirituelle dont il fait partie intégrante, source de sa subsistance et de ses liens sociaux.

Les Dayaks se considèrent comme des **jardiniers forestiers, garants de l'équilibre et du maintien des écosystèmes**. Parfaits connaisseurs de la forêt de Kalimantan occidentale, province de l'île de Bornéo où ils vivent, ils exploitent *in situ* des dizaines de variétés d'arbres fruitiers, et la saison des cueillettes est sources de plusieurs cérémonies traditionnelles.

Les communautés y protègent aussi, depuis des générations, des espèces productrices de matériaux pour la vannerie – une spécialité des femmes dayaks – de remèdes ou d'intérêt commercial. En particulier l'hévéa. Espèce robuste, peu exigeante et non invasive, elle joue un rôle particulier dans cette économie de vergers forestiers appelés **dahas**.

La **collecte de la sève**, vendue à des intermédiaires du marché du caoutchouc, constitue souvent l'unique source de revenus monétaires pour les Dayaks.

L'État indonésien a décidé, au début des années 2000, de devenir le **premier producteur mondial d'huile de palme**, la source végétale la plus rentable dans la fabrication d'agrocarburants de substitution du fioul, dont la demande s'est très fortement accrue dans le monde occidental.

En 2011, Jakarta a décidé d'intensifier l'exploitation industrielle d'un redoutable trio : minerais, bois, et palme bien sûr.

Avec Sumatra, Kalimantan est la première cible de cette politique. Selon les organisations dayaks et les ONG alliées, **les palmeraies occuperaient déjà un tiers de Kalimantan occidental**. Un choc frontal terrible pour les Dayaks, qui comptent pour un tiers des **4,4 millions** d'habitants de la province.

Les solutions

Loin de la résignation, les Dayaks se sont organisés de longue date pour résister. **L'Institut Dayakologi (ID)** – partenaire du CCFD-Terre Solidaire – installé à Pontianak, capitale de la province, est le pivot d'un réseau articulé :

- ▶ **Perkumpulan Pancur Kasih (PPK)**, dont l'une des tâches principales est de susciter des opérations de cartographie participative dans les villages afin de définir et protéger les territoires ancestraux des communautés de l'appétit des firmes ;
 - ▶ **Aliansi Masyarakat Adat-Jalai Kendawangan (AMA-JK)** – alliance des peuples indigènes Jalai et Kendawangan, ethnies dayaks – axé sur la défense des droits spécifiques que la constitution indonésienne reconnaît aux populations indigènes telles que la propriété et jouissance des terres ancestrales, la gouvernance locale ;
 - ▶ **Credit Union Gemalaq Kemisiq (CUGK)**, réseau de caisses de crédit dédié au soutien des besoins des familles dayaks ;
 - ▶ **Ruai TV**, une télévision en langue dayak.

Ces organisations se retrouvent sous une coupole, **Gerakan Pemberdayaan Pancur Kasih (GPPK)**, dont la mission générale est l'autonomisation du peuple dayak ainsi que le renforcement de ses capacités de résistance et d'intervention.

Haïti : Revaloriser l'environnement et l'agriculture

Haïti comptait parmi les pays les plus pauvres du monde. Aujourd'hui, la situation s'aggrave ; 30 % des revenus du pays proviennent de la diaspora qui est touchée de plein fouet par la crise.

Pourtant, autrefois, dans la commune d'Arcahaie, la population paysanne cultivait le café et pouvait vivre décemment de son travail. Mais la déforestation et les récentes tempêtes tropicales ont provoqué une érosion très rapide des sols devenus désertiques et improductifs, entraînant la disparition des cultures caféières.

Un partenaire du CCFD-Terre Solidaire, l'Institut de Technologie et Animation (ITECA) a mis en oeuvre une action d'envergure sur la durée avec l'aide des populations concernées.

ITECA a fourni des semences maraichères et 200 chèvres ont été distribuées aux familles paysannes et 24 parcs pour l'élevage ont été construits. L'objectif final est de favoriser la revalorisation des exploitations agricoles en mettant à la disposition des familles des semences, un cheptel caprin et en diffusant de nouvelles techniques pour l'amélioration du bétail.

Deux centres de stockage et vingt silos pour la constitution d'une réserve alimentaire de base ont été construits. Parallèlement, ITECA se mobilise afin de faire évoluer les habitudes et orienter le choix des agriculteurs vers des pratiques respectueuses de l'environnement.

Guinée : La patate chaude des paysans

Dans la région du Fouta-Djalou, le dérèglement climatique aggrave les difficultés des paysans, très dépendants de la culture de pomme de terre dont les semences sont importées de France. Tentatives d'adaptation et réflexions sur un système agricole précarisé.

Pour la deuxième année de suite, les marigots se sont retrouvés asséchés dès le mois de mars. « *Nous avons dû interrompre l'irrigation maraîchère bien avant le retour de la saison des pluies. Et le climat devient de plus en plus chaud* », déplore Abdoul Karim Diallo, président de l'Union des producteurs de pommes de terre de Mali, l'une des préfectures les plus pauvres de Guinée, sur le haut-plateau du Fouta-Djalou.

En fin de cycle végétatif, le tubercule a particulièrement besoin d'eau pour achever sa croissance. « *C'est un manque à gagner* », déplore Abdoul Karim Diallo. Une situation d'autant plus préoccupante que **le Fouta-Djalou est le « château d'eau » de l'Afrique de l'Ouest**. La saison des pluies y dure en général sept mois, de mai à fin novembre. « *Désormais, elle s'achève début octobre, et elle est moins intense qu'auparavant*, signale Mamadou Sylla, technicien au sein de la **Fédération des paysans du Fouta-Djalou (FPFD)**, partenaire du CCFD-Terre Solidaire. *La production de riz pluvial est devenue déficitaire !* »

Si l'on constate le retour d'épisodes semblables tous les dix ans environ, la tendance est à l'aggravation selon les paysans. « *Ils sont en alerte, conscients qu'une mutation climatique durable est en train de se manifester* », commente Isabelle Manimben, chargée de mission Afrique au CCFD-Terre Solidaire.

Le dérèglement climatique n'est pas le seul responsable des difficultés nouvelles de cette petite agriculture. Abdoul Karim Diallo incrimine **les brûlis et le déboisement des coteaux**. « *L'intensité des feux de brousse a considérablement augmenté, la végétation se raréfie, le cycle de l'eau s'est modifié* ». **Les bas-fonds, plus facilement cultivables, sont tous occupés, et la pression sur les terres s'aggrave avec l'accroissement de la population**. « *Les paysans vont de plus en plus souvent sur les hauteurs rechercher une fertilité que les brûlis ont dégradé en minéralisant les sols.* »

Introduite à partir des années 1920 sous la colonisation, la pomme de terre a prospéré dans le climat suffisamment frais du Fouta-Djalou, supplantant le fonio et le maïs. Le tubercule a pris place dans la consommation des familles. **Elle est aussi une source notable de revenus** : une partie de la production est acheminée sur les marchés de Conakry, la capitale.

Mais comment s'adapter à des saisons pluvieuses restreintes ? Les paysans envisagent par exemple **d'équiper les parcelles de puits profonds**, actuellement réservés à la production de riz et d'oignons. La FPFD encourage par ailleurs **le maraîchage de saison sèche diversifié**. « *Nous menons des essais en installant des pépinières dès le début du mois d'octobre – au lieu de fin novembre –, pour être en mesure de tirer parti des toutes dernières pluies sans avoir à pomper dans les marigots* », explique Mamadou Sylla.

Les paysans ont recherché des variétés à cycle plus court. Venues d'Europe, des pommes de terre « 2 mois - 10 jours » ont fait leur apparition, **moins gourmandes en eau**, « *mais elles ne sont pas encore adoptées* », signale Abdoul Karim Diallo.

L'Institut de recherche agronomique de Guinée (Irag) tente bien d'acclimater des variétés au climat local. « *Nous avons basculé sur des riz mûrs en trois mois, contre quatre ou cinq auparavant* », veut se convaincre Mamadou Sylla. Cependant, avec la pomme de terre, toutes les tentatives se sont jusqu'à présent soldées par un échec. « *Nous ne sommes jamais parvenus à régénérer les semences in situ. En moyenne, il ne fait pas assez frais d'une saison à l'autre* », reconnaît le technicien.

Cette dépendance aux importations de semences est un talon d'Achille historique de la culture de pomme de terre en Guinée. Les paysans du Fouta-Djalou font venir - de France notamment - des variétés hybrides qu'il faut commander à nouveau tous les ans après trois saisons de mise en culture.

En 2012, la plateforme de commercialisation de la FPFD a obtenu de l'État l'installation **d'un local réfrigéré pour la conservation des semences**. Il sert aussi au stockage, préservant ainsi des attaques de la teigne la pomme de terre guinéenne qui en souffre depuis une quinzaine d'années. Le stockage améliore aussi notablement la gestion de la production, permettant un lissage entre les pics de récolte et les creux de consommation, lors du ramadan en particulier.

Un répit en trompe-l'œil, cependant. Depuis deux ans en effet, **l'épidémie de virus Ebola qui a sévi au Liberia, en Sierra Leone et en Guinée, a lourdement affecté le commerce local**. « *Aujourd'hui, nous récoltons la nouvelle saison avant d'avoir entièrement déstocké la production de la précédente*, soupire Abdoul Karim Diallo. *Les femmes de Sierra Leone ne viennent plus s'approvisionner à Conakry. Ce pays était l'un de nos gros*

ECONOMIE EXIGENCE DE JUSTICE

débouchés, et le Sénégal a fermé ses frontières pour se protéger. Il n'y a plus d'argent. Et puis le système de réfrigération est un véritable gouffre à fioul, c'est très coûteux ! »

En mai dernier, une petite délégation de la FPFD s'est rendue au Pérou, **berceau géographique de la patate** - quelque **4 000** variétés recensées - pour rencontrer l'organisation d'appui Fovida, soutenu par le CCFD-Terre Solidaire. Plus qu'aux méthodes de culture, adaptées au climat andin, les paysans guinéens se sont intéressés à certaines techniques de conservation des semences. Abdoul Karim Diallo a relevé les plans de petites cabanes à claies très aérées. *« Conscients que le dérèglement climatique pourrait les acculer dans une voie sans issue, les paysans guinéens ont engagé une réflexion globale sur leurs pratiques »,* constate Isabelle Manimben.

Échanges de savoir-faire

En juillet dernier, elle a coordonné pour des membres de la FPFD un voyage d'étude en Vendée auprès de paysans du réseau des Centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural (Civam). Au programme : aller *« vers une agriculture plus économe et plus autonome »,* selon les principes de l'agroécologie.

« Nous avons découvert beaucoup de choses, s'enthousiasme Thierno Balla Diallo, coordinateur de l'équipe technique de la FPFD. Notamment qu'il est possible pour des paysans de vivre correctement, d'obtenir de bons rendements sans avoir recours aux pesticides ou aux engrais chimiques. En travaillant des terres fertilisées organiquement, en diversifiant les cultures, en les associant à des vergers mais aussi au petit élevage, ce qui aurait chez nous, en Guinée, le mérite d'atténuer les conflits entre les différentes professions qui se disputent la terre. Et tout cela sans gros investissements, en comptant sur les ressources locales ».

Les paysans guinéens ont aussi été inspirés par des méthodes de commercialisation nouvelles, telles que les « paniers fermiers » vendus **sans intermédiaire aux consommateurs**. *« D'ores et déjà, nous prévoyons d'adapter certains des principes agroécologiques à notre environnement et à nos contraintes, et principalement au dérèglement climatique, indique Thierno Balla Diallo. Nos premières expériences vont être dédiées aux zones de Moyenne-Guinée qui souffrent le plus d'un déficit de pluies. »*

L'enjeu du maintien de l'emploi en milieu rural, qui est au cœur de la démarche des Civam, a également fait écho aux préoccupations de la FPFD. *« C'est un enjeu de taille en Guinée, souligne Isabelle Manimben, compte tenu du peu d'opportunités qu'offrent en termes d'emplois les autres secteurs d'activités à une population en forte croissance démographique. »*

En Indonésie, une riziculture écologique et deux fois plus productive pour les paysans

Grâce à une méthode de riziculture intensive mise au point à Madagascar, les cultivateurs de riz parviennent à augmenter considérablement leurs rendements, tout en préservant les sols et les ressources en eau. Exemple en Indonésie, où des villageois, accompagnés par des organisations paysannes partenaires du CCFD-Terre Solidaire, ont renforcé leur souveraineté alimentaire.

Des récoltes deux fois plus importantes qu'avec la méthode conventionnelle, à superficie cultivée égale, avec **moins d'eau consommée** et **moins de semence utilisée** : les bénéfices du SRI - **Système de riziculture intensive** - sont très convaincants.

À Sadono, situé en altitude dans la région de Yogyakarta, sur l'île indonésienne de **Java**, les rizières qui ont été converties il y a cinq ans au SRI, parviennent à des récoltes de **8 à 12 tonnes de riz par hectare contre 4 à 5 t/ha auparavant**, parfois plus qu'un doublement !

Dans ce hameau, les paysans ont été inclus dans un programme mené par Rukun Tani Indonesia (RTI) - Coopératives paysannes pour l'Indonésie - un collectif membre de la Koalisi Perbaruan Agraria (KPA)- la Coalition pour la réforme agraire - **partenaire du CCFD-Terre solidaire** à Jakarta.

Un projet pilote a tout d'abord donné aux riziculteurs un aperçu des avantages de la méthode, avant qu'ils ne l'adoptent collectivement à la suite d'un processus de préparation soigné qui les a mis en confiance. Ainsi n'ont-ils pas été découragés par une première récolte « SRI » médiocre en 2011, un semi-échec attribuable à une maîtrise insuffisante des nouvelles pratiques. **L'année suivante, le SRI a donné pleine satisfaction.**

Cette méthode a été découverte par hasard en 1983 à Madagascar, dans un village touché par des circonstances climatiques difficiles et alors que la superficie de terres cultivables manquait. Des premières constatations très encourageantes ont conduit le prêtre jésuite agronome Henri de Laulanié à développer et à formaliser les découvertes empiriques en une nouvelle technique de riziculture. [1] « *Elle est aujourd'hui assez répandue en Indonésie* », témoigne Rudi Casrudi, animateur à l'association RTI, et qui a accompagné la mutation des riziculteurs du hameau de Sadono.

Des plants plus espacés mais plus productifs

Tout d'abord, **les jeunes plants de riz sont transplantés très tôt de leur pépinière** — dès qu'ils disposent de deux feuilles, soit entre 15 et 18 jours pour les terres d'altitude (5 jours seulement en cultures côtières) —, contre 30 jours en conventionnel. Ensuite, au lieu de les replanter en bouquets dans les rizières, ils sont remis en terre brins par brins, et **espacés de 20 centimètres, au lieu de 12 centimètres. Le sol est à peine humide**, et non pas détrempé comme en riziculture inondée. Plus besoin d'en passer par l'étape postérieure d'élimination d'une partie des plans, destinée à ne conserver que les plus vigoureux : c'est une réelle économie de semence. L'association malgache Tefy Saina, qui œuvre pour l'agroécologie dans la lignée des travaux du père de Laulanié, a effectué de nombreuses évaluations. **Sur un même champ, un plan SRI livre plus de 70 tiges dotées d'un réseau racinaire très touffu, contre 6 tiges seulement en conventionnel, et faiblement enracinées.** En 2003, un paysan est parvenu au record de 23,8 t/ha dans le village de Soatanana Apôstôly. À surface cultivée égale, concluait l'agronome jésuite, la production de riz malgache pourrait aisément... quadrupler !

La technique, qui a suscité des études de spécialistes étrangers, s'accompagne **d'une gestion soignée de l'eau et d'une attention particulière à l'entretien de la fertilité des sols.** Le SRI, méthode basée sur des principes écologiques, a recours au **compostage naturel** - à base de la paille de riz broyée notamment - et à des fumures adaptées. Elle nécessite aussi plus de travail et une formation solide pour les paysans.

À Sadono, **les pesticides sont très largement remplacés par une décoction naturelle à base d'eau de cuisson de riz et d'un fruit local très amer.** « *L'esprit du SRI, c'est la résistance à la Révolution verte [2] et à ses méthodes industrielles* », commente Rudi Casrudi.

Cinq ans après l'adoption du SRI, les bénéfices économiques sont nets pour les villageois. Et en priorité sur le plan de **la souveraineté alimentaire** : le riz est la nourriture de base, et sa culture est essentiellement destinée à l'alimentation familiale [3]. **L'augmentation de la production, grâce au SRI, permet parfois aux paysans de vendre une partie de leur riz sur les marchés**, même si les prix de cette denrée stratégique sont étroitement contrôlés par le gouvernement.

La relative aisance économique qui en découle détourne quelques jeunes de l'exode rural. « *En tout cas, ils retrouvent des facilités dans les villages lorsqu'ils échouent dans leur insertion citadine, constate-t-il. Nous formons certains d'entre eux qui commencent à intégrer les grands principes de l'agroécologie — préparation du sol, compost, développement des micro-organismes, etc. Nous sommes convaincus que la pratique du SRI peut faire reculer la faim dans le monde.* » Patrick Piro